



MALTA EU2017
PARLIAMENTARY DIMENSION

Note d'information

Session IV

LVII COSAC

28 - 30 mai 2017
MALTE

Élargir l'économie bleue - vers une politique maritime intégrée plus durable de l'UE

C'est un fait géographique établi que 70% de notre planète est constituée d'eau. Il est également connu que l'eau a toujours été le ressort principal de toute civilisation. Cependant, au fur et à mesure que les populations deviennent de plus en plus dépendantes de l'eau sous ses différentes formes, nous avançons vers un temps où des revendications commenceront à être faites sur de vastes étendues d'eau qui, jusqu'à présent, n'appartiennent à personne. Une telle dépendance croissante ne peut cependant pas être évaluée indépendamment du concept de durabilité. En effet, l'utilisation insoutenable de nos eaux marines menace l'équilibre d'écosystèmes entiers et par conséquent, cela affecte d'autres activités, telles que la pêche et le tourisme, qui dépendent fortement des mers. La concurrence liée à l'utilisation devrait devenir de plus en plus féroce, mais si l'utilisation insoutenable des ressources marines augmente de façon incontrôlée, cette concurrence résulterait en une véritable course vers le bas.

La contribution des économies maritimes au PIB de différents États membres de l'UE varie selon l'étendue du littoral et la proximité de la mer; cependant, les États insulaires sont naturellement plus dépendants de l'activité maritime. Une telle activité comprend le tourisme côtier et la plongée, le transport maritime, les pêcheries et l'aquaculture, ainsi que l'énergie océanique et l'exploitation minière des fonds marins, entre autres. Il semble que, prises dans leur ensemble, ces activités et d'autres activités liées à la marine, contribueraient à l'Économie bleue, et le soutien apporté à ces activités est défini comme croissance bleue.

Grâce à sa politique maritime intégrée, l'Union européenne cherche à fournir une approche plus cohérente aux questions maritimes, avec une coordination accrue entre de différents domaines politiques tels que la croissance bleue, les connaissances maritimes et la surveillance maritime intégrée. Cette politique prend en compte l'interdépendance des industries et des activités humaines centrées sur la mer, économise du temps et de l'argent en encourageant le partage de données et favorise une collaboration structurée et systématique. Il est inutile de préciser que ce n'est que grâce à l'évolution continue d'une telle politique que la durabilité des eaux européennes peut être assurée.

La réglementation de l'activité maritime n'est cependant pas un exploit facile; plus encore, quand on considère que de telles activités

sont susceptibles de transcender les frontières internationales. Un exemple concret est la lutte continue de l'Europe contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (pêche INN). La pêche INN n'est pas un problème uniquement européen, et plus de collaboration mondiale est nécessaire pour éviter l'épuisement des stocks de poissons. Avec le changement climatique et la pollution marine, des défis qui transcendent aussi les frontières, la pêche INN pourrait, à moins qu'elle ne soit contrôlée, représenter la fin de l'ensemble des industries de la pêche et des communautés de pêcheurs. On peut en dire autant d'autres problèmes maritimes majeurs, notamment ceux des déchets marins et des micro-plastiques.

Au cours de la session IV, les membres auront l'occasion de discuter des opportunités de l'Économie bleue ainsi que des défis auxquels elle doit faire face. Les membres sont également encouragés à partager leurs observations sur le rôle que les parlements nationaux et le Parlement européen puissent jouer afin de sauvegarder l'Économie bleue.